



COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

REGLEMENT INTERIEUR

Conformément aux dispositions de l'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales, issu des dispositions de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, le conseil municipal a procédé à la constitution de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (C.C.S.P.L.) et a adopté le règlement intérieur de la dite commission.

PREAMBULE – OBJET

Voulues par le législateur, les Commissions Consultatives des Services Publics Locaux visent à permettre la participation des habitants et des usagers à la vie de leurs services publics, en leur fournissant des informations spécialisées, en sollicitant leurs avis sur des projets d'organisation avant que les décisions définitives ne soient prises, en leur permettant de formuler des propositions pour améliorer l'efficacité et la qualité de ces services.

ARTICLE I – COMPOSITION

La commission est présidée par Monsieur le Maire ou son représentant.

La commission comprend, outre le Président, **cinq** conseillers municipaux titulaires et **cinq** conseillers municipaux suppléants désignés par le conseil municipal :

Membres Titulaires

- Anne Hélène RIOU
- Thierry EVENO
- Marc LOQUET
- André BELLEGUIC
- Catherine GUILLIER

Membres Suppléants

- Maryse SIMON
- Noëlle FABRE MADEC
- Patrick EGRON
- Nicole THERMET
- Christine CLERC

Elle comprend également **cinq** représentants des associations locales, nommés par l'assemblée délibérante :

Association	Titulaire	Suppléant
Familles Rurales	M. Pierre THOMAS	M. Jean-François ROUZIES
UFC Que Choisir	Mme Chantal GEFFARD	<i>L'association de désigne pas de membre suppléant</i>
Bretagne Vivante	Mme Michèle FARDEL	M. Patrick PHILIPPON
Comité de Liaison des Associations de Consommateurs (CLAC 56)	Mme Annie BONNEC	M. Jean-François ROUZIES
Eau et rivières de Bretagne	M. Gilbert JEFFREDO	Mme Marie-Thérèse LE GOFF

ARTICLE II – INCOMPATIBILITES

Les membres de la commission ne peuvent :

- prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises ou régies chargées de la gestion d'un service public local,
- occuper une fonction ou assurer une prestation pour ces entreprises ou régies.

ARTICLE III – PERSONNES EXTERIEURES

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son Président, inviter à participer à ses travaux toute personne dont l'audition lui paraît utile.

ARTICLE IV – ATTRIBUTIONS

Les attributions de la commission sont celles fixées à l'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

- 1° Le rapport, mentionné à l'article L 1411-3, établi par le délégataire de service public ;
- 2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif ;
- 3° Un bilan d'activité du service d'assainissement non collectif exploité en régie dotée de l'autonomie financière ;
- 4° Eventuellement, le rapport mentionné à l'article L 1414-14 établi par un cocontractant d'un contrat de partenariat.

Elle est consultée, pour avis, par l'organe exécutif sur délégation de l'assemblée délibérante sur :

- 1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L 1411-4 ;
- 2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
- 3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L 1414-2.

Sur proposition de la majorité de ses membres, la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

ARTICLE V – DUREE DU MANDAT

Les membres de la commission sont nommés pour une période ne pouvant excéder la limite de la durée du mandat. En cas de démission ou de décès, il est procédé dans les plus brefs délais au

remplacement de la personne démissionnaire ou décédée selon les modalités de désignation initiales.

Le Maire ou le Président peut mettre fin à tout moment au mandat d'un délégué en cas de dissolution de l'association, en cas de fin d'activité de celle-ci sur le territoire de la collectivité, ou à la demande de l'association concernée. Il est procédé à son remplacement dans les conditions de désignation initiales. Le membre nouvellement désigné exerce son mandat pour la durée restante jusqu'au renouvellement du conseil municipal.

ARTICLE VI – PERIODICITE DES SEANCES

La commission se réunit au moins une fois par année civile. Des réunions supplémentaires peuvent être convoquées par le Président de la commission ou sur demande motivée de ses membres.

ARTICLE VII – CONVOCATIONS

Toute convocation est signée par le Président ou son représentant. Elle est adressée, cinq jours francs avant la date de réunion, sous quelque forme que ce soit, au domicile des membres de la commission, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse postale, ou une adresse électronique. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le Président.

La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note de synthèse ou de tout document sur les affaires soumises à examen ou consultation.

L'ordre du jour est dressé par le Président. La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

ARTICLE VIII – QUORUM

La commission ne délibère valablement que lorsque la majorité des membres en exercice est présente. Si, après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée et pourra alors délibérer sans condition de quorum.

ARTICLE IX – POUVOIRS

Un membre de la commission empêché d'assister à une séance peut donner à un autre membre pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

ARTICLE X – SECRETARIAT DE SEANCE

La commission peut, en début de séance, désigner au sein de ses membres une personne pour remplir les fonctions de secrétaire de séance. Elle peut décider de faire assurer ces fonctions par un agent public de la collectivité qui assiste aux séances sans participer aux délibérations. Le secrétaire rédige alors le procès-verbal de la réunion.

ARTICLE XI – ORGANISATION DES DEBATS

Le Président présente un rapport oral sur chacun des points inscrits à l'ordre du jour. Il ouvre le débat et veille à son bon déroulement et au respect de l'expression de chacun.

ARTICLE XII – AVIS DE LA COMMISSION

Pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, il est procédé au recueil des avis des membres de la commission. Ces avis figurent au compte-rendu de la réunion.

A l'initiative du Président, ou à la demande du tiers au moins des membres habilités à prendre part au vote, la commission délibère sur des projets d'avis adoptés à main levée, ou, sur décision du Président ou du tiers des membres habilités à prendre part au vote, par scrutin sur appel nominatif ou à bulletin secret.

Les délibérations de la commission sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le procès-verbal de la réunion mentionne clairement l'avis de la commission, en le distinguant des avis exprimés par chacun de ses membres et des contributions des personnes auditionnées. Il est signé par le Président de la commission et adressé à chacun des membres de la commission et soumis aux observations de ceux-ci en ouverture de séance suivante.

ARTICLE XIII – RAPPORT DE LA COMMISSION

Le procès-verbal de la commission est transmis dans les meilleurs délais aux membres de l'assemblée délibérante de la collectivité lorsque ceux-ci doivent se prononcer sur un projet de délégation de service public, de création de régie dotée de l'autonomie financière ou de contrat de partenariat.

Les travaux de la commission donnent lieu chaque année à l'élaboration d'un rapport qui est communiqué par écrit aux membres de la commission, ainsi qu'aux membres de l'assemblée délibérante de la collectivité qui est présenté par le Maire en séance publique du conseil municipal. Ce rapport fait l'objet d'un débat sans vote.

ARTICLE XIV – PUBLICITE

Les séances de la commission ne sont pas publiques. Elles peuvent toutefois être ouvertes au public soit à l'initiative du Président, soit à l'initiative de la majorité de la commission.

ARTICLE XV – ADOPTION ET MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement, adopté par délibération du conseil municipal n° 2008/7/150 et modifié par délibérations n° 2010/01/10, n° 2014/08/139 du 24 septembre 2014, délibération n°2015/2/14 du 5 mars 2015 et n° 2016/2/30 du 10 mars 2016 pourra être modifié dans les mêmes formes.